



Le 15 mai 2014

La fonction publique sera dans la rue !

Trop ... c'est trop !

Halte à la régression salariale.

Halte aux suppressions d'emplois.

Halte à la destruction de la fonction publique et des services publics

La politique d'austérité choisie par le gouvernement cible la fonction publique comme « la principale » responsable du déséquilibre budgétaire.

Le Premier ministre a affirmé qu'il fallait poursuivre le redressement des comptes publics « *tout au long du quinquennat* » et confirmé l'objectif de réduire de 50 milliards d'euros la dépense publique de 2015 à 2017. Sur ces 50 milliards, « *l'Etat et ses agences en prendront la plus grande part, 19 milliards d'euros ; 10 milliards proviendront de l'assurance-maladie et 10 milliards supplémentaires des collectivités locales* », et « *le reste viendra d'une plus grande justice, d'une mise en cohérence et d'une meilleure lisibilité de notre système de prestations* ».

S'il est évident que toutes les citoyennes et tous les citoyens seront impactés par ces réductions des dépenses publiques, il est tout aussi évident que les services publics et leurs agents le seront aussi !

A l'Etat, ce sera la poursuite de la politique régressive en matière d'emplois et de restructurations sur l'ensemble du territoire. La MAP (modernisation de l'action publique) continuera son travail de sape dans le but d'atteindre l'objectif de réductions budgétaires.

Encore une fois, le monde de la santé ne sera pas épargné et l'hôpital sera en ligne de mire.

La réforme territoriale annoncée (projet de diminution par deux du nombre des régions, disparition des départements et développement de l'intercommunalité) aura de graves conséquences pour l'ensemble des personnels du versant territorial.

Et pour toutes et tous, ce sera la poursuite du blocage des salaires, sans aucune perspective d'augmentation d'ici 2017 !!! **Du jamais vu dans la fonction publique !**

Le 19 mai doivent, en principe, s'ouvrir les négociations autour des questions des parcours professionnels, carrières et rémunérations (suite du rapport Pêcheur).

Au vu des annonces politiques faites par le Président de la République et le Premier ministre, il est manifeste que la ministre de la fonction publique n'aura aucune marge de manœuvre pour ouvrir de véritables négociations.

Solidaires Fonction Publique appelle tous les agents de la fonction publique à se mobiliser et à construire, dès maintenant, les conditions de la réussite de la journée de grève et de manifestations du 15 mai.

Dans l'unité la plus large, le 15 mai 2014, exigeons ...

→ la hausse de nos salaires

→ le rattrapage de nos pertes de pouvoir d'achat

→ les créations d'emplois nécessaires à l'accomplissement de toutes nos missions.

Toutes et tous en grève, manifestons sur l'ensemble du territoire.